



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 septembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2021 – 142 SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE
AUPRES DE LA BANQUE POSTALE DE 800 000 €
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 septembre 2021, s'est réuni le mardi 28 septembre 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-François LAPORTE
(Prend part aux délibérations N°141 à N°160)

ABSENTS EXCUSES :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-142-DE
Date de réception préfecture : 29/09/2021

Monsieur Christophe MOREL
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Monsieur Christophe MOREL à Monsieur le Maire
Monsieur Franck BARBEY à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Magali CONESA à Madame Méliana Nora ADDAD
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 juin 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|---|
| 2021 - 141 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
ILOT MEDIATHEQUE SUD
CESSION A LA SPL DES EMPRISES FONCIERES APPARTENANT A LA VILLE |
| 2021 - 143 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE PAR LA SPL
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1,5 MILLION D'EUROS
AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE |
| 2021 - 176 | DEVELOPPEMENT DURABLE
MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR LE FINANCEMENT
DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES |
| 2021 - 179 | MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL |

DU 28 SEPTEMBRE 2021

**SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE AUPRES DE LA BANQUE POSTALE DE 800 000 €
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La commune de Grasse a confié une concession d'aménagement à la SPL Pays de Grasse Développement à l'effet de restructurer quatre îlots à vocation d'habitat et vingt cellules commerciales. C'est dans ce cadre que la SPL Pays de Grasse Développement doit notamment acquérir de l'EPF les emprises de l'îlot Sainte Marthe 2 et contracter pour cela un emprunt bancaire de 800.000 €, lequel doit être garanti par la ville de Grasse dans les conditions ci-dessous détaillées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu la concession d'aménagement liée au nouveau projet national de renouvellement urbain (NPNRU), confiée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement par convention en date du 27 janvier 2020 ;

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la commune a missionné la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'aménageur public pour la réalisation des travaux d'aménagement urbain, conformément à la convention signée par la Ville avec l'ANRU en date 28 avril 2021 ;

Considérant que la SPL Pays de Grasse Développement, pour parvenir à atteindre ses objectifs opérationnels, a un besoin immédiat de financement, notamment pour procéder à l'acquisition des emprises de l'îlot Sainte Marthe 2 ;

Considérant qu'après consultation et analyse des propositions par la Direction des Affaires Financières de la ville de Grasse et la Direction de la SPL Pays de Grasse Développement, cette dernière a décidé de retenir la proposition de la Banque Postale

Considérant l'offre de financement d'un montant de 800 000,00 €, émise par La Banque Postale (ci-après « le Bénéficiaire ») et acceptée par PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT (ci-après « l'Emprunteur ») pour les besoins de Financement de l'opération d'aménagement NPNRU, pour laquelle par la Ville de Grasse (ci-après « le Garant ») décide d'apporter son cautionnement (ci-après « la Garantie ») dans les termes et conditions fixées ci-dessous.

VU l'article 2298 du Code civil ;

VU l'offre de Financement de La Banque Postale annexée à la présente délibération, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-142-DE
Date de réception préfecture : 29/09/2021

Montant du prêt : 800 000 €
Durée : sept années
Mode d'amortissement du capital : constant
Taux d'intérêt annuel : fixe de 0,98%
Périodicité des échéances : annuelle
Commission d'engagement : 0.2% du montant du prêt soit 1 600 €

Conformément à la réglementation en vigueur pour les opérations d'aménagement visées aux articles L.300-1 à L.300 -4 du Code de l'Urbanisme et dans le cadre de la concession d'aménagement portant sur le nouveau projet national de renouvellement urbain, la ville de Grasse peut garantir le capital augmenté des intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires à hauteur de 80% pendant la durée de l'emprunt.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources » et « Equipement et aménagement du cadre de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 Septembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** d'accorder la garantie d'emprunt dans les conditions ci-après détaillées :

ARTICLE 1er : Accord du Garant

Le Garant accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat à venir entre l'emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « le Prêt »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : Déclaration du Garant

Le Garant déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

ARTICLE 3 : Mise en garde

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

ARTICLE 4 : Appel de la Garantie

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2252-1 du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

Article 5 : Bénéfice du cautionnement

Le Garant accepte expressément, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir sa garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire ou de l'Emprunteur avec toute autre personne morale même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

Le cautionnement bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants cause.

Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt bénéficiera de plein droit du cautionnement en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice du cautionnement soit ~~de plein droit transmis au nouveau créancier~~ et maintenu à son profit, conformément aux dispositions de l'article 1281 ~~alinéa 3~~ du code civil, sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Accusé de réception en préfecture
06-200058010-2021-09-29-20
Date de réception préfecture : 29/09/2021

ARTICLE 6 : Durée

La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

ARTICLE 7 : Publication de la Garantie

Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 SEP. 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



[Handwritten signature in blue ink]